



CITIZENS *for* PUBLIC JUSTICE

le 1^{er} juin 2010

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
80 Wellington St.
Ottawa, ON
K1A 0A2

Cher Premier minister Harper,

Je vous écris au nom de *Citoyens pour une politique juste* pour vous demander que vous et vos collègues de votre caucus soutiennent la Loi C-304 (« Une loi qui assurera accès à un logement sécuritaire, adéquat, accessible et abordable pour les canadiens »). CPJ est un organisme national dont les membres sont inspirés par la foi afin de promouvoir une politique publique juste au Canada. Nous encourageons les citoyens, les chefs de groupes sociaux et les gouvernements de soutenir les politiques et les pratiques qui reflètent l'appel de Dieu pour amour, justice et soins de la création.

The CJL Foundation
operating as CPJ.

Charitable registration
89438 3512 RR0001

309 Cooper Street
Suite 501
Ottawa, Ontario
K2P 0G5

T 613-232-0275
F 613-232-1275
cpj@cpj.ca
www.cpj.ca

Si adoptée, la Loi C-304 «exigerait que le Ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et logement consulte les ministres des provinces et des territoires de la Couronne responsables des affaires municipales et le logement et, avec les représentants des municipalités, les communautés autochtones, les fournisseurs de logement d'organismes à but non lucratif et du secteur privé et les organisations de la société civile afin d'établir une stratégie nationale de logement. » Cette stratégie garantirait le droit à un logement sécuritaire, adéquat, abordable et accessible à tous les canadiens. Ainsi, elle servirait de mesure législative charnière en fournissant une reconnaissance explicite du droit humain d'avoir accès à un logement, tel que garanti par la loi internationale des droits de la personne et assurerait une stratégie pancanadienne de logement fondée dans ce cadre des droits

de la personne.

CPJ soutient fortement la Loi C-304 et croit qu'une stratégie pancanadienne de logement est un élément fondamental d'un plan compréhensif pour l'élimination de la pauvreté. La justice publique exige que tous aient accès aux besoins et services nécessaires pour garder leur dignité comme êtres humains.

Avant le début des années 1990, le gouvernement fédéral avait bien reconnu que le logement faisait parti de son mandat. Aujourd'hui, le Canada est le seul pays industrialisé sans une stratégie nationale adressant le logement. Action par le gouvernement fédérale doit être rehaussée! Une stratégie pancanadienne de logement, élaborée par les intervenants principaux, est cruciale à la distribution stratégique et plus efficace des ressources. Le Rapporteur spécial sur le logement adéquat des Nations Unies a identifié la situation au Canada comme ceci « une crise nationale de logement et d'itinérants ». Cette crise exige une réponse visionnaire, non partisane de tous les gouvernements y compris le gouvernement fédéral. Ainsi, respectueusement nous vous enjoignons à soutenir la Loi C-304.

Nous espérons que vous allez soigneusement prendre en considération cette situation. Merci pour votre temps et votre réflexion.

Veillez agréer M. Harper, l'expression de mes sentiments les plus distingués,



Joe Gunn
Directeur exécutif

cc.: Michael Ignatieff, Chef de l'opposition officielle
Jack Layton, Chef du Nouveau Parti démocratique
Gilles Duceppe, Chef du Parti québécois
Membres du Comité HUMA